



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

LA REVUE FINANCIÈRE

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers de décembre 2019

Canada

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2020)
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout
ou en partie doit être adressée au Ministère des Finances Canada.

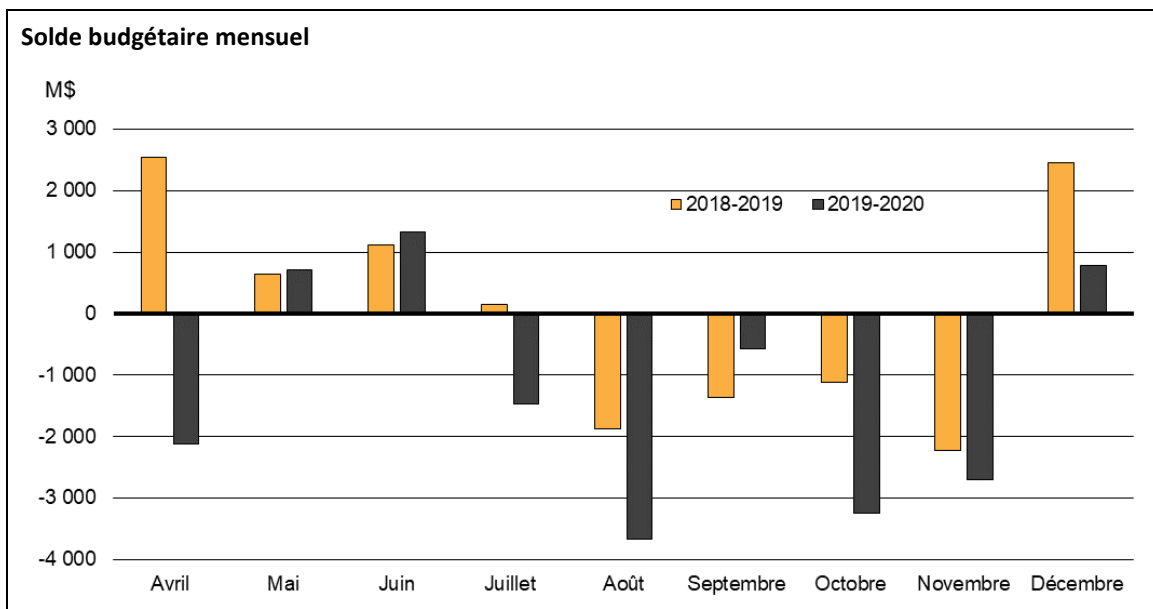
This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN: 1487-0134

Faits saillants

Décembre 2019

Le mois de décembre 2019 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,8 milliard de dollars, comparativement à un excédent de 2,5 milliards en décembre 2018. Les revenus ont augmenté de 1,0 milliard (3,4 %), principalement en raison de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu et les autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 2,7 milliards (10,8 %), principalement sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 40 millions (2,0 %).



Avril à décembre 2019

Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2019-2020, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 11,0 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 0,3 milliard pour la même période de 2018-2019. Les revenus ont augmenté de 6,7 milliards (2,8 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. Les charges de programmes ont augmenté de 17,4 milliards (7,9 %), témoignant de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (2,9 %), en raison principalement de rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

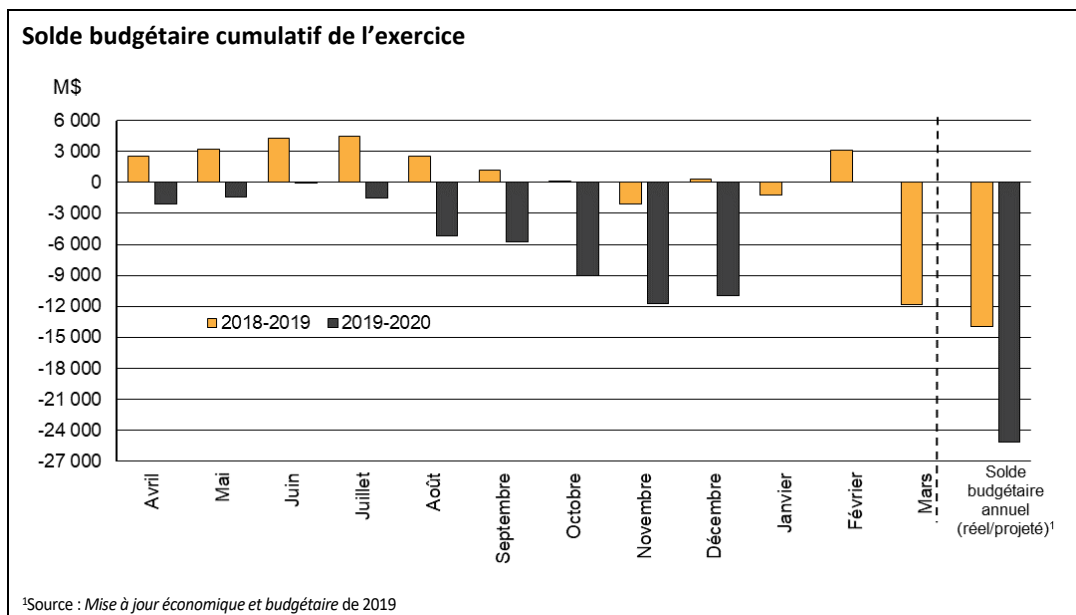


Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2018 Redressés ¹	2019	2018-2019 Redressés ¹	2019-2020
Opérations budgétaires				
Revenus	29 310	30 292	239 324	215 692
Charges				
Charges de programmes	-24 813	-27 505	-221 110	-238 551
Frais de la dette publique	-2 045	-2 005	-17 890	-18 404
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 452	782	324	-10 970
Opérations non budgétaires	-4 662	1 576	-14 419	-4 253
Ressources ou besoins financiers	-2 210	2 358	-14 095	-15 223
Variation nette dans les activités de financement	2 264	-5 574	16 658	11 583
Variation nette dans l'encaisse	54	-3 216	2 563	-3 640
Encaisse à la fin de la période			40 240	36 364

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte des changements à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Revenus

En décembre 2019, les revenus se sont chiffrés à 30,3 milliards de dollars, soit une hausse de 1,0 milliard (3,4 %) comparativement à décembre 2018.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (1,2 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont totalisé 0,1 milliard de dollars.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (7,8 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (22,6 %).

Pour la période d'avril à décembre de l'exercice 2019-2020, les revenus ont totalisé 246,0 milliards de dollars, soit une hausse de 6,7 milliards (2,8 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (1,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers. La hausse des revenus fiscaux pour la période d'avril à décembre comprend un montant de 30 millions issu de la partie fédérale des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation ont totalisé 1,0 milliard de dollars au cours de la période.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (3,2 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (5,9 %).

Tableau 2

Revenus

	Décembre			Avril à décembre		
	2018		Variation	2018-2019		Variation
	Redressés ¹	2019		Redressés ¹	2019-2020	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	16 524	16 452	-0,4	116 807	122 661	5,0
Sociétés	4 656	4 968	6,7	35 915	35 285	-1,8
Non-résidents	564	759	34,6	6 632	7 098	7,0
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	21 744	22 179	2,0	159 354	165 044	3,6
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 087	3 320	7,5	30 904	30 531	-1,2
Taxes sur l'énergie	425	500	17,6	4 293	4 363	1,6
Droits de douane à l'importation	499	320	-35,9	5 309	3 896	-26,6
Autres taxes et droits d'accise	655	410	-37,4	4 777	4 775	0,0
Total des taxes et droits d'accise	4 666	4 550	-2,5	45 283	43 565	-3,8
Total des revenus fiscaux	26 410	26 729	1,2	204 637	208 609	1,9
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0	137	s.o.	0	1 023	s.o.
Cotisations d'assurance-emploi	873	941	7,8	14 023	14 477	3,2
Autres revenus	2 027	2 485	22,6	20 664	21 876	5,9
Total des revenus	29 310	30 292	3,4	239 324	245 985	2,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

Charges

En décembre 2019, les charges de programmes ont totalisé 27,5 milliards de dollars, soit une hausse de 2,7 milliards (10,8 %) comparativement au mois de décembre 2018.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,7 milliard de dollars (8,9 %). Cela s'explique principalement par une hausse des prestations d'assurance-emploi de 0,5 milliard (28,4 %) sous l'effet des variations du calendrier des paiements versés aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le développement du marché du travail, lesquelles financent la formation axée sur les compétences et l'aide à l'emploi. Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations pour enfants ont augmenté de 20 millions (1,0 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (4,9 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé (TCS), du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) et des transferts de péréquation.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (15,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles désigne 6 millions de dollars en paiements effectués dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (23,8 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée dans un certain nombre de ministères.
 - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (11,9 %), principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont diminué de 40 millions de dollars (2,0 %).

Pour la période d'avril à décembre de 2019-2020, les charges de programmes se sont élevées à 238,6 milliards de dollars, soit une hausse de 17,4 milliards (7,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 3,1 milliards de dollars (4,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 2,0 milliards (5,1 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,8 milliard (6,0 %), et les prestations pour enfants ont augmenté de 0,3 milliard (1,5 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (8,9 %), en raison des augmentations prévues par la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, d'une hausse des transferts relatifs au Fonds de la taxe sur l'essence découlant de la variation du calendrier annuel des versements, de la hausse des versements des transferts relatifs aux soins à domicile et aux soins de santé mentale, de même que du versement de transferts de 1,9 milliard en vertu de la nouvelle entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia, entente conclue le 1^{er} avril 2019 par le Canada et Terre-Neuve-et-Labrador.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 9,5 milliards de dollars (10,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a totalisé 1,3 milliard de dollars.
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (6,6 %), sous l'effet de la hausse des paiements constatée dans un certain nombre de ministères.
 - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 6,3 milliards de dollars (9,5 %), principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (2,9 %), ce qui s'explique en grande partie par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'IPC et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3

Charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2018			2018-2019	2019-	
	Redressés ¹	2019	Variation	Redressés ¹	2020	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 484	4 722	5,3	39 802	41 815	5,1
Prestations d'assurance-emploi	1 658	2 129	28,4	13 345	14 144	6,0
Prestations pour enfants	2 025	2 045	1,0	17 951	18 222	1,5
Total des principaux transferts aux particuliers	8 167	8 896	8,9	71 098	74 181	4,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 215	3 364	4,6	28 938	30 279	4,6
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 180	1 215	3,0	10 621	10 939	3,0
Péréquation	1 580	1 653	4,6	14 219	14 878	4,6
Formule de financement des territoires	257	268	4,3	3 013	3 143	4,3
Fonds de la taxe sur l'essence	60	100	66,7	1 642	2 094	27,5
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	13	0	-100,0	490	1 015	107,1
Autres arrangements fiscaux ²	-455	-466	2,4	-3 855	-2 378	-38,3
Total des principaux transferts aux autres administrations	5 850	6 134	4,9	55 068	59 970	8,9
Charges de programmes directes						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	0	6	s.o.	0	1 281	s.o.
Autres paiements de transfert	3 246	4 018	23,8	29 069	30 979	6,6
Autres charges de programmes directes	7 550	8 451	11,9	65 875	72 140	9,5
Total des charges de programmes directes	10 796	12 475	15,6	94 944	104 400	10,0
Total des charges de programmes	24 813	27 505	10,8	221 110	238 551	7,9
Frais de la dette publique	2 045	2 005	-2,0	17 890	18 404	2,9
Total des charges	26 858	29 510	9,9	239 000	256 955	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.

² Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôticières; les paiements aux provinces relativement à la réglementation commune des valeurs mobilières; les transferts effectués en vertu de l'entente concernant la rente garantie par des dividendes du projet Hibernia conclue avec Terre-Neuve-et-Labrador; et les autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

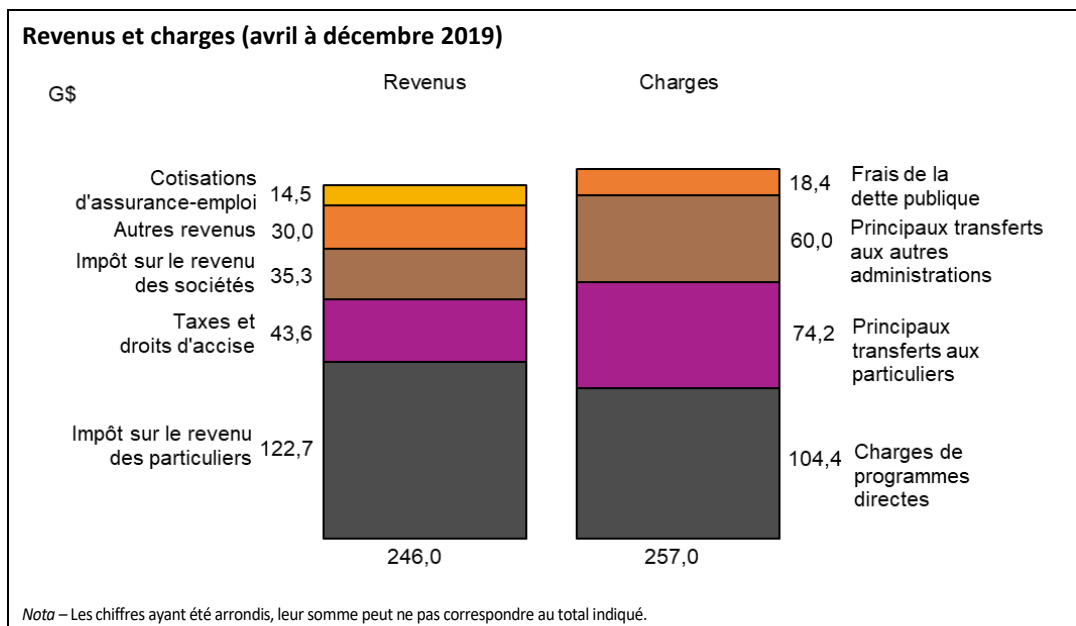
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Décembre			Avril à décembre		
	2018	2019	Variation	2018-2019	2019-	Variation
	Redressés ¹			Redressés ¹	2020	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert	17 263	19 054	10,4	155 235	166 411	7,2
Autres charges						
Personnel	4 561	5 437	19,2	40 903	45 697	11,7
Transports et communications	215	208	-3,3	2 005	1 967	-1,9
Information	31	31	0,0	180	219	21,7
Services professionnels et spéciaux	1 075	1 162	8,1	7 554	7 941	5,1
Location	235	250	6,4	2 229	2 342	5,1
Réparation et entretien	277	309	11,6	2 193	2 255	2,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	230	224	-2,6	1 816	1 868	2,9
Autres subventions et charges	500	396	-20,8	5 231	5 898	12,8
Amortissement des immobilisations corporelles	414	427	3,1	3,666	3,843	4,8
Perte nette sur cession de biens	12	7	-41,7	98	110	12,2
Total des autres charges	7 550	8 451	11,9	65 875	72 140	9,5
Total des charges de programmes	24 813	27 505	10,8	221 110	238 551	7,9
Frais de la dette publique	2 045	2 005	-2,0	17 890	18 404	2,9
Total des charges	26 858	29 510	9,9	239 000	256 955	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Certains résultats de l'exercice précédent ont été redressés de façon à prendre en compte un changement à la convention comptable. Pour plus de détails, voir la note 8 à la fin du présent document.



Besoins financiers de 15,2 milliards de dollars d'avril à décembre 2019

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 11,0 milliards de dollars et des besoins de 4,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à décembre 2019 s'est soldée par des besoins financiers de 15,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 14,1 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2018	2019	2018-2019	2019-2020
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 452	782	324	-10 970
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-555	-431	-2 998	-3 138
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	744	975	5 941	8 161
Comptes d'opérations de change	-4 460	1 559	-6 436	1 214
Prêts, placements et avances	-215	-204	-9 447	-9 005
Actifs non financiers	-176	-323	-1 479	-1 485
Total des opérations non budgétaires	-4 662	1 576	-14 419	-4 253
Ressources ou besoins financiers	-2 210	2 358	-14 095	-15 223

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 11,6 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 15,2 milliards de dollars en diminuant ses soldes de trésorerie de 3,6 milliards et en augmentant la dette non échue de 11,6 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de décembre 2019, les soldes de trésorerie s'élevaient à 36,4 milliards de dollars, soit 3,9 milliards de moins qu'à la fin du mois de décembre 2018.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Décembre		Avril à décembre	
	2018	2019	2018-2019	2019-2020
Ressources ou besoins financiers	-2 210	2 358	-14 095	-15 223
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 983	1 361	-1 886	25 989
Bons du Trésor	-2 800	-5 100	19 200	-9 500
Titres au détail	233	-70	-1 247	-687
Total des emprunts en dollars canadiens	-584	-3 809	16 067	15 802
Emprunts en devises	511	-431	481	-1 120
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	-73	-4 240	16 548	14 682
Réévaluation de swaps de devises	2 412	-1 376	1 804	-2 632
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-15	60	-1 357	402
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-60	-18	-337	-869
Variation nette dans les activités de financement	2 264	-5 574	16 658	11 583
Variation de la trésorerie	54	-3 216	2 563	-3 640
Trésorerie à la fin de l'exercice			40 240	36 364

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dettes fédérales

La dette fédérale, ou déficit accumulé, désigne l'écart entre le total des passifs du gouvernement et le total de ses actifs. La variation d'une année à l'autre du déficit accumulé découle du solde budgétaire cumulé de l'exercice visé, auquel s'ajoutent les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global se composent de certains gains et pertes non réalisés sur des instruments financiers ainsi que de certains gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés qui sont comptabilisés par les sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques.

Le déficit accumulé a augmenté de 12,0 milliards de dollars d'avril à décembre 2019, en raison du déficit budgétaire de 11,0 milliards enregistré pendant cette période et des pertes de 1,0 milliard constatées au titre des autres éléments du résultat global.

Tableau 7

État condensé de l'actif et du passif

M\$

	31 mars 2019	31 décembre 2019	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	159 707	153 350	-6 357
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	569 526	595 515	25 989
Bons du Trésor	134 300	124 800	-9 500
Titres au détail	1 237	550	-687
Total partiel	705 063	720 865	15 802
Payable en devises	16 011	14 891	-1 120
Compte de réévaluation de swaps de devises	7 274	4 642	-2 632
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	2 163	2 565	402
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	6 404	5 535	-869
Total de la dette non échue	736 915	748 498	11 583
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	168 782	167 396	-1 386
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	113 862	123 385	9 523
Autres passifs	5 905	5 929	24
Total des régimes de retraite et autres passifs	288 549	296 710	8 161
Total de la dette portant intérêt	1 025 464	1 045 208	19 744
Total des passifs	1 185 171	1 198 558	13 387
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	177 041	170 182	-6 859
Comptes d'opérations de change	99 688	98 474	-1 214
Prêts, placements et avances (après déduction des provisions) ¹	133 912	141 883	7 971
Actifs des régimes de retraite du secteur public	2 406	2 406	0
Total des actifs financiers	413 047	412 945	-102
Dette nette	772 124	785 613	13 489
Actifs non financiers	86 674	88 159	1 485
Dette fédérale (déficit accumulé)	685 450	697 454	12 004

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le montant du 31 décembre 2019 inclut des pertes de 1,0 milliard de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril à décembre 2019.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. L'État condensé de l'actif et du passif est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Changement comptable et redressement

Pour faciliter les comparaisons, les résultats financiers mensuels de l'exercice 2018-2019 présentés dans *La revue financière* ont été redressés de façon à tenir compte du changement suivant à la convention comptable :

Corporation commerciale canadienne

En 2018-2019, la Corporation commerciale canadienne a déterminé qu'elle agissait à titre de mandataire du gouvernement dans ses opérations d'échanges commerciaux. Par conséquent, les revenus et charges ainsi que les soldes des actifs et passifs connexes découlant de ces opérations ne sont plus consolidés dans les résultats financiers du gouvernement. Ce changement à la convention comptable n'a aucune incidence nette sur le solde budgétaire, puisqu'une réduction équivalente des charges compense la baisse des revenus du gouvernement. De même, ce changement n'a aucune incidence nette sur la dette fédérale, puisqu'une réduction équivalente des passifs compense la baisse des actifs du gouvernement.

Le tableau qui suit fournit un aperçu du redressement des résultats financiers de l'exercice 2018-2019.

Tableau 8

Sommaire du redressement

M\$

	Autres charges de programmes directes	Autres revenus
Décembre 2018		
Publiés antérieurement	7 723	2 200
Incidence du changement à la convention comptable :		
Corporation commerciale canadienne	-173	-173
Redressés	7 550	2 027
Avril à décembre 2018		
Publiés antérieurement	67 682	22 471
Incidence du changement à la convention comptable :		
Corporation commerciale canadienne	-1 807	-1 807
Redressés	65 875	20 664

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec
Bradley Recker au 613-369-5667.

Février 2020